



Plus nombreux et rassemblés :

- pour sauver la Chirurgie Hépatique,
- pour défendre le GHU Mondor

USAGER-E-S, CITOYEN-NE-S, PERSONNELS DE SANTE, ELU-E-S

Rassemblons-nous devant le Ministère de la Santé **Vendredi 12 janvier 2018 à 12h**

14 avenue Duquesne, Paris / métro : Ecole militaire, Ségur, Cambronne

La protestation contre la fermeture du service de la chirurgie hépatique s'élargit et s'amplifie :

Jeudi 14 décembre 2017, nous avons été nombreux à exprimer l'opposition des usagers, des personnel-le-s et des élu-e-s à la fermeture du service de la chirurgie hépatique et ses conséquences sur l'ensemble des autres services de l'hôpital, du Groupe Hospitalier Universitaire (GHU), de la faculté de médecine et de l'ensemble de l'Université de Paris-Est-Créteil (UPEC).

La Commission médicale du Groupement Hospitalier (CMEL) a confirmé « le caractère stratégique de l'axe de transplantation hépatique » et demandé le « renforcement rapide de la chirurgie hépato-biliaire » au sein du GH. Par ailleurs, la CMEL affirme que « le départ de la transplantation hépatique représente une catastrophe annoncée, notamment pour l'anesthésie-réanimation » avec le risque de remettre en cause la sortie de terre du bâtiment Réanimation-Blocs-Interventionnel (RBI), équipement indispensable à Henri Mondor.

Le Conseil de surveillance du GHU a émis un vœu vendredi 15 décembre 2017 rejetant le projet du directeur général de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) de transfert de la chirurgie hépatique vers l'hôpital Paul Brousse, qui ne serait qu'une étape pour un nouveau transfert vers l'hôpital de La Pitié-Salpêtrière.

Devant une telle opposition qui ne cesse de grandir au regard du nombre croissant de pétitionnaires, le directeur général de l'AP-HP tente de diviser notre mouvement en choisissant ses interlocuteurs et refuse de recevoir la Coordination dans sa diversité politique, syndicale, professionnelle, associative et citoyenne.

La Coordination ne se laissera pas détourner de son objectif par un tel mépris à l'égard de celles et ceux engagés dans ce mouvement. C'est pourquoi, l'heure est venue de demander à Mme Agnès Buzyn, Ministre de la santé, de mettre un terme à cette situation de crise, comme l'avait fait son homologue en 2011.

Mme la Ministre doit entendre la colère des organisations syndicales, citoyen-ne-s, professionnel-le-s de santé et élu-e-s, qui refusent la décision de M. Hirsch, laquelle va à l'encontre des orientations de l'Agence Régionale de Santé d'Île-de-France.

Elle se doit de répondre à la demande de rendez-vous faite par la Coordination de vigilance du GHU Mondor, les syndicats CFDT-CGT-SUD, les Parlementaires et le Président du Conseil départemental du Val-de-Marne.

Usagers, personnels et élu-e-s, nous nous rassemblerons de nouveau le 12 janvier prochain à 12h, devant le Ministère de la santé, rue Duquesne, pour exiger d'être reçu.

La
Coordination de
vigilance du GHU Mondor
Chenevier vous souhaite
**Bonne Année
Bonne Santé
pour 2018
mais ça va être
dur...**

Rassemblons-nous, Vendredi 12 Janvier 2018 à 12H, devant le Ministère de la Santé, pour « EXIGER le maintien des services menacés » et comme en 2011, ne rien lâcher jusqu'à satisfaction !

SIGNEZ LA LETTRE À Mme LA MINISTRE DE LA SANTÉ ⇒ <http://chn.ge/2iJ3nis>